Document généré le 27 avr. 2024 14:30

Recherches sociographiques

Gaston CHOLETTE, *L'Office de la langue française. Regards et témoignages*

Jean-Denis Gendron

Volume 36, numéro 2, 1995

URI : https://id.erudit.org/iderudit/056973ar
DOI : https://doi.org/10.7202/056973ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)
1705-6225 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Gendron, J.-D. (1995). Compte rendu de [Gaston CHOLETTE, *L'Office de la langue française. Regards et témoignages*]. *Recherches sociographiques*, *36*(2), 387–388. https://doi.org/10.7202/056973ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1995

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

tunément à des tableaux et à des graphiques, il constitue un apport substantiel à la connaissance du Québec.

James Iain Gow

Département de science politique,
Université de Montréal.

Gaston CHOLETTE, *L'Office de la langue française. Regards et témoignages*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture / Office de la langue française, 1993, 477 p.

Monsieur Cholette est un homme d'action: il le fait voir tout au long du livre qu'il vient de publier. Directeur de l'Office de la langue française de 1971 à 1974, il préside alors à la réorientation de cet organisme, fondé en 1961, qui, d'Académie aux orientations puristes, passe sous sa férule à l'action en vue de franciser les entreprises. C'est l'histoire que raconte l'auteur dans son ouvrage et il la raconte bien, avec précision, vigueur et mordant; mais aussi, avec un luxe de détails sur lequel nous reviendrons. Au départ, il ne voulait toucher qu'à la période qu'il a connue de l'intérieur, celle de 1971 à 1974, mais, comme il le dit lui-même, il s'est «vite rendu compte [...] que l'histoire administrative de la francisation des entreprises serait incomplète et moins facile à comprendre si on ne tenait pas compte de l'ensemble des activités de l'Office depuis sa création... le 24 mars 1961» (p. 15).

L'ouvrage comprend donc deux parties d'inégale longueur. La première relate la création de l'Office, décrit sa doctrine initiale, ses champs et moyens d'action et, aussi, les effets subséquents sur l'action de l'Office de la Loi pour promouvoir la langue française au Québec (1969). L'Office se voit alors pour la première fois mandaté pour faire du français la langue de travail des entreprises et il entreprend de mettre péniblement en œuvre ce mandat. L'organisme sera crédité d'une action majeure, «l'opération Aigle d'or» (aujourd'hui Ultramar), ainsi que du développement des missions de travailleurs québécois en France et de diverses activités concernant la langue de l'État, la langue des manuels scolaires et l'étiquetage des produits. Cette partie comprend les trois premiers chapitres, des pages 21 à 125.

La seconde partie, de beaucoup la plus importante, comprend le quatrième chapitre et couvre les pages 125 à 426. Suivent quelque cinquante pages d'annexes servant à étayer et à illustrer le propos de l'auteur. Cette deuxième partie forme le cœur de l'ouvrage. Cholette y relate l'action vigoureuse qu'il a conduite à la tête de l'Office pour faire de celui-ci un organisme efficace dans sa nouvelle fonction —centrale et primordiale— de promoteur de la francisation des entreprises (Loi de 1969) avec une abondance de détails et un sens de la narration qui permet au lecteur d'assister «en direct» à la longue et complexe opération qu'il a conduite pour arriver, malgré mille obstacles, à donner à l'Office les moyens de son nouveau mandat. En même temps que sont rapportés fidèlement les nombreuses actions et les multiples événements qui forment la trame de toute l'opération, apparaissent de-ci de-là des détails anecdotiques qui donnent vie à l'ensemble, finalement, malgré tout, un peu lourd, car les détails d'ordre administratif y sont parfois encombrants et fastidieux.

Cependant, tous ceux qu'intéresse l'histoire de la francisation des entreprises et, à certains égards, du Québec, trouveront dans cet ouvrage, pour la première fois, la suite détaillée des actes officiels, des orientations, des hésitations, des retournements et des mises en œuvre

qui, de 1961 à 1974, ont abouti à donner au Québec les premiers éléments d'une politique linguistique et, surtout, un organisme pour mettre celle-ci en vigueur. C'est vivant, c'est presque un ouvrage de combat, tellement l'auteur s'implique dans l'action, non seulement comme un exécutant de haute volée, mais aussi comme le metteur en scène —vigoureux et critique— d'une pièce qu'il met au point, pour ainsi dire, avec le ministre de l'Éducation de l'époque. Le style est à l'avenant, direct, bousculant, bourru par moments, mais toujours clair et vivant. Pour être quelque peu laudatif, l'ouvrage reste respectueux des faits et mérite la confiance du lecteur. À lire.

Jean-Denis GENDRON

Nicole LAURIN, Danielle JUTEAU, Lorraine DUCHESNE, *À la recherche d'un monde oublié. Les communautés religieuses de femmes au Québec de 1900 à 1970*, Montréal, Le Jour éditeur, 1991, 424 p.

Dans cet ouvrage, les sociologues Nicole Laurin, Danielle Juteau et Lorraine Duchesne livrent une partie des résultats d'une vaste enquête ayant pour sujet les communautés religieuses de femmes au Québec de 1900 à 1960. Cette recherche, effectuée avec la participation d'une dynamique équipe d'étudiantes, vise à rendre compte de l'ampleur du travail accompli par les religieuses au cours de cette période tout en démontrant clairement que ce travail a fait l'objet d'exploitation et d'appropriation. Les auteures mettent en lumière un étonnant paradoxe. En même temps que les religieuses apparaissent comme des femmes autonomes ayant exercé des responsabilités peu communes au plan de la gestion d'hôpitaux, d'écoles et de services sociaux et ayant eu une vie professionnelle stimulante où elles ont fait preuve d'initiative et de créativité, elles s'avèrent soumises à l'autorité ecclésiastique masculine. Les religieuses, contrairement aux femmes laïques à la même époque, ont occupé tous les échelons de l'organisation du travail : blanchisseuses pour leur communauté et bâtisseuses d'écoles, servantes des pauvres et des curés et directrices d'hôpitaux, humbles cuisinières et supérieures de vastes établissements de services sociaux. Ces femmes, non soumises au travail de reproduction humaine et n'œuvrant pas dans le cadre restreint de la production familiale, ont détenu, sous le couvert du voile, de véritables postes de responsabilité tout en étant soumises au pouvoir religieux en place.

En cours d'enquête, les auteures se sont intéressées aux transformations du secteur hospitalier, au passage de sa gestion à l'État, à l'exclusion des religieuses de ce secteur et à leur soumission à l'obéissance, exigée entre autres par la hiérarchie catholique. Elles ont également analysé des textes sur la signification de la vie religieuse.

Cet ouvrage relève le défi de constituer à la fois un texte rigoureux au plan scientifique et accessible pour un grand nombre de lectrices et de lecteurs. Il adopte le ton du rapport d'enquête où on peut vivre avec les chercheuses les différentes étapes de leur investigation, comprendre leur cheminement et se passionner avec elles pour les découvertes effectuées. La recherche perd ici son image idyllique de parcours en droit chemin qui livre en bout de piste des résultats parfaitement bien fignolés et policés. Elle apparaît davantage comme un processus exigeant sillonné d'hésitations et d'embûches. On assiste à la construction